

DIPLÔME DE COMPTABILITÉ ET DE GESTION

UE 5 – ÉCONOMIE CONTEMPORAINE

SESSION 2024

Éléments indicatifs de corrigé

DOSSIER 1 – ANALYSE D'UN DOSSIER DOCUMENTAIRE (9 points)**1. Étudier l'activité économique en Italie en 2023 en prenant en compte la contribution des variables de l'équilibre emplois ressources.**

Points du programme :

- 1.2 Qu'est-ce que l'activité économique ?

Compétence évaluée :

- Analyser la contribution des grandes variables de l'équilibre ressources-emplois à l'activité économique.

Il est attendu une réponse structurée de la part du candidat comprenant les éléments suivants :

- une référence aux documents mobilisés pour répondre à la question (documents 1 et 2).
- une identification des variables contribuant à l'activité économique en lien avec l'équilibre emplois-ressources.
- une explication de la contribution des grandes variables à l'équilibre emplois-ressources.
- une brève synthèse mettant en évidence les principales contributions.

Les documents 1 et 2 permettent de repérer la contribution des variables de l'équilibre emplois-ressources à l'activité économique en Italie en 2023. Le document 1 met en évidence la variation des grandes variables en % en 2023, tandis que le document 2 montre les perspectives de la croissance économique italienne.

Pour rappel, l'équilibre emplois ressources traduit une égalité entre les ressources composées du PIB (produit intérieur brut) et des importations, d'une part, et les emplois qui recouvrent la consommation finale, la FBCF (formation brute de capital fixe), les exportations et la variation de stocks, d'autre part.

L'Italie a enregistré un PIB de 1 659 milliards d'euros en 2020. Au lendemain de la crise Covid, le taux de croissance du PIB de l'Italie était de l'ordre de 8,3 % en 2021, signe de la reprise de l'activité économique et d'un retour à une situation normale sur le plan sanitaire. Les données récentes sont moins optimistes puisque le taux de croissance du PIB 2022 était de 3,9 % contre seulement 0,7 % en 2023 (document 1). Les prévisions de croissance pour 2024 confirment la faiblesse du taux de croissance : 0,6 % en 2024 (document 2).

L'étude de l'équilibre ressources-emplois permet de distinguer les facteurs qui expliquent la faible croissance en 2023 :

- La faible augmentation **de la demande intérieure totale** en 2023. Elle se répartit entre la consommation privée, la consommation publique, l'investissement ou FBCF, et la variation des stocks. La demande intérieure totale a augmenté de 0,9 % en 2023 contre 4,5 % en 2022.
 - La consommation des ménages a augmenté de 1,2 % en 2023, contre 5 % en 2022. Ce moteur de la croissance économique a souffert de l'inflation. Cette situation dégrade le pouvoir d'achat des ménages d'autant plus que les augmentations de salaire n'ont pas compensé la hausse des prix. Les perspectives pour 2024 ne sont pas encourageantes. En effet, la propension à épargner des ménages italiens s'est réduite sous l'effet de l'inflation. Le taux d'épargne des italiens ne représente que 0,7 % du revenu disponible en 2023. De plus, la situation sur le marché du travail risque de se détériorer notamment dans l'industrie et la construction. Ces éléments risquent de contracter la consommation des ménages en 2024 (document 2). On peut faire référence à la théorie keynésienne qui lie le niveau de consommation au revenu des ménages.

- La FBCF a connu une augmentation de 0,8 % en 2023 contre 10,1 % en 2022. Cette faible augmentation s'explique par une hausse des taux des crédits (document 2) et par un contexte économique instable (crise énergétique, baisse des carnets de commande, faiblesse de la demande extérieure). On peut faire référence à la théorie keynésienne qui lie le niveau d'investissement à la demande effective / anticipée des entreprises.
- En 2023, la consommation publique a diminué de - 0,2 %, elle n'a donc pas contribué à l'activité économique de l'Italie.

La **demande extérieure** a contribué négativement à la croissance économique italienne dans la mesure où les exportations ont augmenté de 0,4 % donc moins rapidement que les importations qui ont connu une croissance de 1 %. Cette faiblesse des exportations italiennes trouve son origine dans les difficultés rencontrées par ses principaux partenaires. La faiblesse des importations s'explique par un moindre investissement et par une diminution de la consommation en biens durables (document 2).

Pour conclure, la faiblesse de la croissance économique italienne s'explique par la fragilité des différentes variables de l'équilibre ressources-emplois (à savoir la consommation, la FBCF et la demande extérieure.).

2. Analyser l'évolution des finances publiques de l'Italie et ses enjeux.

Points du programme :

- 4.1 Quels sont la place et le rôle de l'État ?

Compétence évaluée :

- Analyser l'évolution des finances publiques d'un pays et ses enjeux.

Il est attendu une réponse structurée de la part du candidat comprenant les éléments suivants :

- une référence aux documents mobilisés pour répondre à la question (documents 3 à 7).
- une définition du ou des mots clés de la question (en l'espèce, le déficit public et la dette publique).
- une présentation de l'évolution des principaux ratios et la proposition de facteur(s) explicatif(s).
- une explication des enjeux en matière de relance de l'activité économique et de soutenabilité de la dette publique.

L'analyse des finances publiques de l'Italie peut s'appuyer sur les documents 3 à 7.

Le déficit public se produit lorsque les dépenses des administrations publiques (État central, collectivités territoriales, sécurité sociale) sont supérieures à ses recettes. Il exprime un besoin de financement des APU. Ce dernier vient alimenter la dette publique.

La dette publique correspond à l'ensemble des engagements financiers pris sous forme d'emprunts par l'État, les collectivités publiques et les organismes qui en dépendent directement. Elle représente un stock.

Analyser les finances publiques de l'Italie consiste à **décrire** l'évolution du solde public et de la dette publique, en apportant une **explication factuelle** (causes).

Le déficit public s'est très fortement creusé en 2020, 2021 et 2022 du fait d'une combinaison de deux facteurs :

- Une diminution des recettes publiques récoltées du fait du ralentissement économique.
- Une augmentation des dépenses publiques pour faire face aux répercussions économiques de la crise du Covid (plan de relance national - document 3) => on voit ici apparaître le premier enjeu : les finances publiques comme outil pour assurer la fonction de stabilisation de l'État (Musgrave).

Par ailleurs, il y a des dépenses d'investissement s'inscrivant dans le long terme, pour garantir une croissance endogène.

Ainsi, alors que le déficit public s'établissait à - 1,5 % du PIB en 2019, il est passé à - 9,6 % du PIB en 2020, à - 8,8 % en 2021 et à - 8 % en 2022 (document 4). Pour 2023, l'Italie réussit à réduire son déficit public à - 5,4 % du PIB. Cette aggravation du déficit public sur la période a eu des répercussions sur le niveau de dette publique.

En effet, alors que la dette publique était stable depuis 2015 (environ 134 % du PIB), on constate qu'elle a très fortement augmenté en 2020 (- 154,9 % du PIB soit une hausse de plus de 20 points de pourcentage et - 147 % en 2021, et - 141 % en 2022 et 2023 - document 4).

Pour l'année 2023, la situation des finances publiques tend à s'améliorer légèrement. Le constat est que le déficit public se résorbe lentement (- 5,4 % du PIB en 2023), de même que le niveau de la dette publique (141,4 % du PIB en 2023).

La dégradation des finances publiques italiennes à compter de 2020 s'explique par les interventions de l'État dans l'économie afin de relancer l'activité au lendemain de la crise covid. En effet, l'Italie a mis en œuvre son Plan de Relance pour un montant de 222 milliards d'euros (document 3). Toutefois, cette situation des finances publiques inquiète les marchés financiers (document 5). De même, la Commission Européenne considère que le budget italien 2024 ne se conforme pas suffisamment aux recommandations émises par le Conseil Ecofin (document 7).

Malgré tout, l'importance du niveau de déficit public et des dettes publiques pose la question de la soutenabilité de la dette.

Les enjeux en matière de soutenabilité de la dette :

- ⇒ Pour faire face au défi de l'inflation, la BCE mobilise sa politique monétaire. Après une période de politique monétaire expansionniste (baisse des taux directeurs) jusqu'en 2021, la BCE mène une politique monétaire de rigueur. L'action de la BCE a des effets directs sur le financement des États. On observe une augmentation du coût de l'emprunt des États sur le marché obligataire. Les taux des obligations d'État à 10 ans de l'Italie sont passés de moins de 1 % en 2021 à près de 6 % en 2023. Cette situation implique un renchérissement du coût de l'emprunt de l'Italie (document 6), et lui fait peser le risque d'un effet boule de neige (taux d'emprunt supérieur au taux de croissance espéré).
- ⇒ Il faudra donc que l'Italie redresse ses finances publiques afin de maintenir la confiance des investisseurs. Parmi les pays de l'UE, l'Italie est particulièrement concernée par une possible crise de la dette (document 5).

Pour conclure, on constate une légère amélioration des finances publiques en Italie en 2023. Cependant, la politique de rigueur menée par la BCE va avoir des conséquences sur le financement du déficit public et donc sur la dette publique. Les marges de manœuvre budgétaire de l'Italie risquent d'être plus limitées...

3. Identifier les différentes formes d'inégalités aujourd'hui en Italie.

Points du programme :

- ⇒ **6.3 – Quelles politiques de redistribution face aux risques sociaux et aux inégalités sociales ?**

Compétence évaluée :**- Identifier les différentes formes d'inégalités et les principaux risques sociaux.**

Il est attendu une réponse structurée de la part du candidat comprenant les éléments suivants :

- une référence aux documents mobilisés pour répondre à la question (documents 8 à 12).
- une définition du concept d'inégalités.
- une réponse structurée autour du repérage des différentes formes d'inégalités et risques sociaux sur la base des indicateurs cités.
- une phrase de synthèse reprenant les éléments clés de la réponse.

La crise sanitaire est à l'origine d'un creusement des inégalités sociales, qui renvoient à des différences entre individus ou groupes sociaux portant sur des avantages/désavantages dans l'accès à des ressources socialement valorisées.

Différentes formes d'inégalités peuvent être repérées :

- Inégalités de revenus (document 9) : En 2020, le niveau de vie des 10 % des ménages les plus riches est 4,6 fois supérieur à celui des 10 % les plus pauvres tandis que celui des 20 % les plus riches est 5,9 fois supérieur à celui des plus pauvres. L'indice de Gini s'élève à 0,325, à comparer à celui de la Zone euro (0,303). Ces chiffres sont supérieurs à ceux de la zone euro, traduisant des inégalités plus fortes en Italie que dans le reste de la zone, ce que confirme le rapport d'Oxfam (document 11). Les inégalités salariales (document 12) se traduisent sur les neuf premiers mois de 2022 par une baisse des salaires des travailleurs du secteur privé de 6,6 % : cela concerne la moitié des salariés du privé, montrant un accroissement des inégalités.

- inégalités sociales (document 11) : faible participation au marché du travail des femmes et des jeunes, généralisation du travail précaire. La crise du Covid a entraîné la suppression de plus d'emplois que dans la plupart des pays de l'UE (724 000 emplois en 2020) : cela touche essentiellement les travailleurs intérimaires et indépendants (plus de 6 postes sur 7).

- inégalités de patrimoine (document 11) : par ex, les italiens détenant un patrimoine supérieur à 5 millions de dollars ont un patrimoine équivalent à celui détenu par les 60 % des plus pauvres.

- inégalités territoriales (document 12) : taux de chômage au sud de 15,9 % contre 5,7 % au nord.

Ces inégalités se traduisent par une pauvreté absolue plus importante en Italie et en croissance (documents 10 et 11, 12) : 5,6 millions de personnes touchées en 2021 et 9,4 % de la population, 1 million de pauvres supplémentaires depuis 2020. Le niveau de vie moyen annuel de l'Italie est en deçà de la moyenne de l'UE (niveau de vie annuel moyen de 20 911 € au sein de l'UE contre 20 278 € en Italie). De même, le taux de pauvreté monétaire concerne 20 % des italiens contre 17 % des habitants de l'UE (document 8).

Pour conclure de nombreuses inégalités ont augmenté en Italie suite à la crise du Covid, entraînant une augmentation de la pauvreté.

DOSSIER 2 – QUESTION PROBLÉMATISÉE (11 points)

Vous devez répondre à la problématique suivante :

Les politiques économiques conjoncturelles déployées dans la zone euro sont-elles efficaces aujourd'hui ?

Points du programme

Le thème 4 (la régulation publique dans une économie de marché) est particulièrement central et notamment le point 4.3 (4.3 Pourquoi et comment l'appartenance à l'Union Européenne influence-t-elle la conduite de la politique économique des pays membres ?).

Introduction

Il est attendu une introduction comprenant les éléments suivants :

- une contextualisation du sujet afin de montrer l'intérêt du sujet : le candidat devra montrer le lien entre l'analyse du dossier documentaire de la première partie, le sujet traité et les enjeux actuels de celui-ci.
- une explicitation des termes clé du sujet : en l'espèce, les définitions des politiques économiques et des politiques conjoncturelles.
- une annonce du plan.

Contextualisations possibles du sujet

- Lien avec le dossier documentaire (documents 3 et 7 notamment) qui mettent en exergue les politiques conjoncturelles mises en œuvre par l'Etat italien (politique budgétaire nationale) et par la BCE.
- Autre fait historique : politiques conjoncturelles adoptées pour endiguer la crise économique de 2008.

Explicitation des termes du sujet

- La politique économique regroupe l'ensemble des décisions prises par les pouvoirs publics en vue d'atteindre des objectifs économiques désignés, en mobilisant divers instruments réglementaires, monétaires ou budgétaires.
- la politique conjoncturelle est l'ensemble des actions des pouvoirs publics destinées à rétablir à court ou moyen terme les grands équilibres (croissance, stabilité des prix, équilibre extérieur, plein emploi selon Tinbergen). La notion d'efficacité renvoie à l'atteinte des objectifs recherchés.
- Les instruments utilisés sont la politique budgétaire et la politique monétaire.
- La zone Euro renvoie aux 20 pays de l'Union européenne ayant adopté l'euro comme monnaie unique. **Les politiques conjoncturelles en zone Euro renvoient à la nécessaire, mais difficile coordination entre une politique monétaire unique menée par la BCE et les politiques budgétaires menées par chaque pays au niveau national.**

Problématique

Reprise de la question ou autres questions annexes :

Quand les politiques conjoncturelles sont-elles nécessaires ? sont-elles suffisantes en cas de crise ou leur impact est-il limité ? Quelles peuvent en être les conséquences négatives ?

Annnonce du plan

Proposition de plan 1 :

I – Les politiques économiques conjoncturelles déployées au sein de la zone Euro peuvent limiter les conséquences économiques négatives d'une crise

A – Les effets d'une politique budgétaire

B – Les effets d'une politique monétaire

II – Les politiques économiques conjoncturelles déployées en zone Euro ne sont pas toujours efficaces

A – Les limites de la politique budgétaire

B – Les limites de la politique monétaire

OU

A – Les limites théoriques des politiques conjoncturelles

B – Les limites factuelles des politiques conjoncturelles

Proposition de plan 2

I – Une efficacité discutable des politiques budgétaires nationales

A – Elles peuvent limiter les conséquences économiques négatives d'une crise

B – Elles souffrent de certaines limites ou effets pervers

II – Une efficacité discutable de la politique monétaire unique menée par la BCE

A – Elle dispose de nombreux outils qui peuvent limiter les conséquences négatives d'une crise

B – Elle souffre cependant de certaines limites

Développement

Il est attendu une argumentation contenant les éléments suivants :

- un développement structuré en deux ou trois parties, avec titres apparents, pertinentes par rapport au sujet et équilibrées.

- chaque partie comporte deux ou trois sous-parties, avec des titres apparents.

Il existe des transitions servant de fil conducteur entre les parties.

- chaque sous-partie comporte au moins un argument construit à partir des savoirs (théorie/outil/mécanisme explicité et étayé d'un exemple). Le vocabulaire est précis et l'argumentation est fluide et démonstrative.

Les arguments possibles

❖ Les politiques économiques conjoncturelles déployées en zone Euro peuvent être efficaces

• Idées :

- La politique budgétaire expansive des Etats, qui mobilise les dépenses (hausse) et recettes publiques (baisse), permet d'écarter la récession et de relancer la croissance économique :

* Les dépenses publiques supplémentaires engagées génèrent des investissements publics et privés, ainsi qu'un surcroît de consommation (des ménages).

* La baisse des prélèvements obligatoires entraîne potentiellement une hausse du revenu disponible des ménages, du taux de marge des entreprises et/ou de leur compétitivité.

Ces mesures ont un impact sur la demande globale (lien avec l'équilibre Emplois/Ressources) et donc sur la croissance.

Une politique budgétaire de rigueur pourra être mise en place par les États pour faire face à un endettement public jugé excessif.

- La BCE, qui met en œuvre la politique monétaire au sein de la zone euro a pour objectif principal de maintenir la stabilité des prix et la stabilité du système financier européen. En fonction du niveau de l'inflation, une politique monétaire de relance ou de rigueur pourra être menée.
- Les politiques économiques conjoncturelles des Etats membres sont en partie soutenues par le plan de relance de l'UE (Union Européenne) et la solidarité financière (dette contractée par l'UE).

- Références théoriques

- Multiplicateur keynésien : en cas de forte dégradation de la conjoncture économique / déséquilibre sur les marchés, les gouvernements peuvent mener une politique budgétaire expansionniste. Une telle politique consiste à soutenir l'activité économique à court terme, en stimulant la demande et en faisant jouer le "multiplicateur keynésien", notamment en accroissant les investissements publics. Toute variation de la demande globale composée de la consommation et de l'investissement, conduit à une variation plus que proportionnelle du revenu national. Donc relance par la demande.
- Les objectifs de TINBERGEN (et leur difficile conciliation : croissance versus stabilité des prix), le carré magique de Kaldor : croissance économique, stabilité des prix, équilibre extérieur et plein emploi.
- Les fonctions de l'Etat (Musgrave) : fonctions d'allocation des ressources, de redistribution, de régulation/stabilisation
- Notion de policy mix : utilisation conjointe des politiques monétaires et budgétaires pour atteindre les objectifs économiques et sociaux

- Faits

- Les plans de relance nationaux ont soutenu la croissance économique dans les pays de la zone euro. L'Italie a programmé 222 milliards d'euros de dépenses publiques dans le cadre de son plan de relance, 191 milliards d'euros provenant du plan de relance européen (document 3).
- La situation économique de ces pays a connu une nette amélioration entre 2020 et 2022 (estimations fin 2021). Croissance économique en Italie : 8,3 % en 2021 et 3,9 % en 2022. Les chiffres pour 2023 sont moins optimistes (taux de croissance de 0,7 %)
- La politique monétaire accommodante mise en œuvre par la BCE (banque centrale européenne) de la crise des subprimes jusqu'en 2022 a permis aux agents économiques d'emprunter à des taux historiquement bas, facilitant ainsi l'endettement, source de consommation et d'investissement et donc de croissance. Des outils conventionnels (réduction des taux d'intérêts directeurs) puis non conventionnels (Quantitative Easing) ont été mobilisés, ce qui a permis d'éviter la déflation et de soutenir la croissance économique.

Suite à la guerre en Ukraine et à l'augmentation de l'inflation, la BCE est revenue à une politique monétaire de rigueur en augmentant les taux d'intérêt directeurs à plusieurs reprises en 2022 (principal taux d'intérêt directeur de 4 % en décembre 2023). Les programmes de rachats d'actifs (outils non conventionnels) ont été stoppés.

- Les pays de la zone euro renouent avec la croissance en 2021 et 2022. Les politiques économiques conjoncturelles des Etats membres sont en partie soutenues par le plan de relance de l'UE (Union Européenne) et la solidarité financière (dette contractée par l'UE). Cela conforte les Etats dans leur politique budgétaire expansionniste pour relancer la croissance. Dans le même temps cependant, l'UE demande à ses pays membres de diminuer progressivement la dette publique et de revenir à des niveaux de déficits soutenables, et d'orienter les dépenses publiques vers des investissements stratégiques (transition écologique et numérique notamment).

❖ **Les politiques économiques conjoncturelles déployées en Zone Euro peuvent présenter certaines limites ou effets pervers.**

- Idées :

- Les limites d'une politique conjoncturelle expansionniste

Les politiques conjoncturelles de relance génèrent un risque inflationniste préjudiciable à la croissance économique (impact sur le pouvoir d'achat et la consommation, impact sur la compétitivité des entreprises).

Les politiques budgétaires de relance ne contribueraient pas nécessairement à la croissance économique pour plusieurs raisons : effet d'éviction des investissements privés par les investissements publics, vision libérale des politiques budgétaires interventionnistes (Friedman, nouveaux classiques), niveau de la propension à consommer (Keynes).

Les politiques monétaires de relance peuvent ne pas être efficaces : phénomène de trappe à liquidités, problème de la divergence des situations économiques des différents pays de la zone par ex en matière d'inflation.

- Les limites d'une politique conjoncturelle de rigueur

Politiques budgétaires : risques sociaux (moins de prise en charge des risques sociaux, impact sur la consommation et la croissance économique), moindres financements des services publics avec des effets négatifs au niveau social mais aussi économique à MT-LT, augmentation de l'imposition des ménages et/ou des entreprises avec des impacts sur la consommation, la compétitivité, le financement des services publics...

Politique monétaire : impact sur l'investissement et sur la croissance, risque d'une récession et d'une déflation

- La contrainte extérieure limite les marges de manœuvre des États dans la conduite de leur politique économique. En effet, l'interdépendance des économies et les échanges commerciaux limitent l'efficacité des politiques de relance, qui peuvent se traduire par une augmentation des importations et une dégradation du solde du commerce extérieur, d'autant que l'inflation engendrée pénalise la compétitivité-prix des produits nationaux. La politique conjoncturelle expansive peut alors contribuer une hausse des importations qui n'engendre pas une hausse du PIB national et donc n'impacte pas positivement la croissance.
- La politique budgétaire des pays membres de la zone euro est contrainte par les critères de convergence. Le pacte de stabilité et de croissance (PSC – 1997 Amsterdam) fixe des règles encadrant les politiques budgétaires des États de l'Union européenne (UE) et les contraint notamment à garder leur déficit sous la barre des 3 % du PIB et leur dette publique sous celle des 60 % (renforcé par le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance TSCG en 2012). Cette contrainte est cependant momentanément suspendue en raison de la crise économique et sanitaire jusqu'à fin 2023. En décembre 2023, les 27 Ministres des Finances des Etats membres se sont accordés pour définir de nouvelles règles budgétaires plus souples. Il s'agit de réduire les taux d'endettement et les déficits d'une "*manière progressive, réaliste, durable et propice à la croissance*", tout en protégeant les réformes et les investissements dans les domaines stratégiques (source : www.vie-publique.fr).
- L'augmentation des dettes publiques nationales résultant des politiques budgétaires expansionnistes conduit au problème de soutenabilité de la dette.

- Références théoriques :

- Le principe d'équivalence ricardienne postule qu'une hausse des dépenses publiques aura un effet « nul » sur la croissance, quel que soit le mode de financement. En cas de financement par l'emprunt, les agents économiques anticiperont la probabilité d'une hausse d'impôts futurs et augmenteront leur épargne pour s'y préparer, ce qui diminue les effets du multiplicateur keynésien traditionnel.
- Les anticipations rationnelles des agents économiques (Muth, Lucas) contribuent à ce comportement.
- L'impact des politiques économiques conjoncturelles (expansives) dépend de la propension à consommer (Keynes).
- La politique monétaire expansionniste conduit à un risque de « trappe à liquidité » (JM Keynes) préjudiciable à la croissance économique.
- Théorie de la croissance endogène.

- Faits :

L'inflation croît en 2021 - 2022, avec des disparités fortes entre les pays membres. La consommation des ménages pourrait être freinée par la hausse des prix. Certains pays tels que l'Espagne, la Lettonie seront plus impactés par l'inflation.

Boucliers tarifaires non ciblés sur les plus modestes (dépenses publiques conséquentes dans un contexte de déficit public et de dette, critiques de l'UE).

Éléments de conclusion

On attend une synthèse des arguments permettant de répondre à la problématique (pas d'ouverture).

apprenez efficacement

FICHES



Des fiches **pour réviser**
efficacement

 Conforme au programme  Économisez du temps